

NOUS REFUSONS LA PRIME DE JEAN-MICHEL BLANQUER !

Posons directement la question : le Ministre de l'Education Nationale a-t-il été à la hauteur de la crise ? L'administration de ce Ministère a-t-elle été à la hauteur ? Lorsque l'on cherche à évaluer la « hauteur » de l'action des un·es et des autres, n'est-il pas normal de commencer par le faire concernant celles et ceux qui sont à des postes de responsabilités ? A commencer par le premier d'entre eux, Jean-Michel Blanquer. Mais à l'entendre, il a été incroyablement à la hauteur. Nul donc besoin de trop s'interroger si on le suit. Un « lion » dirigeant une armée de « colibris ».

Pourtant, si Jean-Michel Blanquer avait démissionné le 13 mars 2020, ce qui a suivi et le résultat auraient été strictement le même. Comme il le reconnaît lui-même, les enseignant·es dans leur immense majorité, se sont investi·es sans compter, imaginant ici et là des solutions « innovantes », « originales », « inédites ». C'est-à-dire exactement comme s'il n'y avait plus ni Ministère ni administration centrale. Le 13 mars, le ciel est littéralement tombé sur la tête du Ministère et de Jean-Michel Blanquer si les choses ont plus ou moins mal tenues, c'est en tout cas sans lui.

Mais alors dans ces conditions, comment imaginer sérieusement que l'administration soit en capacité d'évaluer autrement qu'avec des estimations aléatoires qui a fait quoi ? Sur quelle base opérer cette évaluation ? Les statistiques des ENT ? Et pourquoi pas celles aussi de Discord ? De WhatsApp ou de Zoom ? Va-t-on demander aux familles, aux chef·fes d'établissement de donner des noms ? Mais ces dernières ont-ils et elles vu ou ont-ils et elles été en mesure de suivre quoi que soit ? L'administration a-t-elle les moyens de mener une telle enquête ? Et d'ailleurs, celle-ci serait-elle franchement juste et légale ?

Inévitablement, il s'agira de se tourner vers ce que l'administration nomme les « personnels fragiles », étiquette antérieure d'ailleurs à la crise du COVID où se regroupe, mais pas seulement, les profils qui nourrissent malheureusement les chiffres sidérants des suicides chez les enseignant·es. Des personnels au parcours et à la vie quotidienne et professionnelle parfois difficile, souvent en grande détresse. Le décrochage est-il dans ces cas le reflet d'une lâcheté punissable ? Ou celui d'une administration incapable de recruter, de former, de soigner et de suivre ses fonctionnaires quand simplement « tout va bien » ? Quel est le sens soudainement de s'aviser de l'existence de personnels en difficultés et de les mettre unilatéralement en accusation, comme si aucun contexte n'existait en dehors de critères « d'évaluation » qui s'annoncent d'une opacité et d'une subjectivité totale et qui ressemblent à s'y méprendre à de la pure et simple délation.

Sud éducation Alsace c/o Solidaires Alsace

1, rue Sédillot

67000 Strasbourg

sudeducalsace@gmail.com -- www.sudeducalsace.info



D'où que l'on regarde en fait, les responsabilités et la faillite totale du ministère et de son administration saute aux yeux dans toute cette affaire. Mais les responsables ne sont pas responsables et on va donc organiser une chasse aux « décrocheurs·euses » et distribuer des diplômes d'infamie.

Il faut quand même oser une telle campagne quand on est un tel Ministre qui a été jusque-là incapable d'organiser les épreuves du Baccalauréat dans des conditions acceptables depuis 2019. Et le contre-coup de la crise sur les élèves de Premières, laisse déjà présager du quasi échec de la session 2021. Quelle est donc la légitimité de Jean-Michel Blanquer pour organiser un dispositif d'évaluation de cette crise ?

Rien que l'idée quasiment féodale de distribuer des récompenses aux fidèles et des sanctions aux félon·nes en dit tellement long sur la culture bonapartiste et autoritaire du Ministère. Peut-être celui-ci a-t-il décidé d'anticiper une possible victoire du Rassemblement National en 2022 et se dispose à préparer le terrain ?

On est loin là de la République au sens noble du terme, sans même parler des valeurs démocratiques. Tout cela suinte de toute part la réaction, l'infantilisation, la culpabilisation de la base et l'impunité des bureaucrates, dans une atmosphère délétère qui devrait inquiéter tous les républicains sincères et tous les progressistes de notre pays.

Nous sommes quand à nous des enseignants qui n'ont pas « décrochés » qui ont servi le peuple, nos élèves et leurs familles de notre mieux, dans une situation difficile où l'administration a souvent été la première à manquer à l'appel. Nous ne sommes pas sûr d'avoir « mérité » aux yeux de notre ministère une récompense sous la forme d'une prime. Mais cette prime, humiliante, infantilisante, fondée en plus sur la sanction et l'infamie de certains de nos collègues et distribué par un ministère pour lequel notre estime est semblable à celle qu'il nous témoigne, nous la refusons, sur le contenu et sur son principe même. Nous ne réclamons rien d'autre par ailleurs, nous nous préparons simplement à l'inévitable lutte qui s'annonce. Au moins, les camps se clarifient-ils. Pour nous, nous serons du côté du peuple et de la démocratie.



Sud éducation Alsace c/o Solidaires Alsace

1, rue Sédillot

67000 Strasbourg

sudeducalsace@gmail.com -- www.sudeducalsace.info

